

# Assistance aux migrants : voyage auprès des nouveaux citoyens engagés

## Entretien avec

### Évangeline Masson-Diez,

doctorante en sociologie des migrations (Dynamiques européennes – DynamE, Institut Convergences Migrations – ICM), enseignante en école de travail social et formatrice.

## *La Santé en action : Sous quelles formes se mobilisent les citoyens envers les migrants arrivés massivement depuis 2015 ?*

Évangeline Masson-Diez : Tout d'abord il convient de souligner la diversité des modes d'intervention auprès des personnes en situation d'exil, contraintes de vivre à la rue. Distribution de repas, accompagnement, cours de français, hébergement, mise à disposition de douches ou de machines à laver chez les particuliers... Les actions, surtout à partir de 2015 et la publication de la photo du corps du petit Alan noyé sur une plage turque, ont été variées et multiples autour des campements parisiens et, par la suite, en des points de rassemblement urbains ou autour des centres d'accueil et d'orientation. Ces actions ont été mises en œuvre face à ce qui s'est révélé être non pas une « crise des migrants » mais une crise des politiques d'hospitalité [1]. Elles ont émané d'associations, de collectifs ou encore de personnes non affiliées, c'est-à-dire qui interviennent en leur nom propre. À Paris, la proximité immédiate des campements, en bas de chez soi ou sur la route des trajets quotidiens, a favorisé la mobilisation des voisins et de novices de l'aide ainsi que l'organisation pratique de cette aide [2]. Lors des entretiens<sup>1</sup>

menés dans le cadre de mes travaux de thèse [3], pour de nombreux citoyens ayant apporté un soutien – bénévoles, aidants ou militants selon la manière dont ils se nomment –, l'irruption d'images fortes bouleversantes dans leur espace familial est avancée comme le déclencheur de leur action : naufrages, noyades, campements, véhiculées par les médias ou par les réseaux sociaux en 2015. Autres facteurs de passage à l'action : l'arrivée de migrants dans leur quartier ; le fait de connaître une personne, plus ou moins proche, qui est elle-même engagée. Pour James M. Jasper [4], le choc moral désigne un type d'expérience sociale qui se caractérise par un sentiment de colère et la nécessité d'agir face à un événement inattendu et brusque touchant l'environnement immédiat des personnes. C'est ce qu'ont vécu les personnes qui sont descendues de chez elles, bouleversant ainsi leur quotidien, lorsqu'elles ont pris connaissance de la réalité de la situation des exilés. À Paris, la proximité spatiale a favorisé la rencontre d'une situation sociale et politique qui était jusqu'à présent éloignée géographiquement et socialement. S'il n'y a ni unité ni homogénéité de la solidarité envers les exilés, il existe cependant des caractéristiques communes dans les profils des aidants, dans les ressorts de leur engagement et de leurs trajectoires biographiques. Ces personnes sont majoritairement des « primo-engagées » : c'est la première fois qu'elles s'engagent bénévolement. Âgées de 17 à 70 ans, elles sont en majorité des femmes, novices et peu formées à l'aide des personnes exilées. Il est à noter une prédominance

## L'ESSENTIEL

■  
▣ Ils ont entre 17 et 79 ans. Parmi eux, une majorité de femmes. Bouleversés par les conditions de vie dramatiques des migrants près de chez eux, ils sont devenus aidants, portent secours et assistance aux exilés et parfois les hébergent chez eux. La majorité d'entre eux vivent à leur premier engagement, de façon individuelle, en dehors d'un cadre associatif. Efficaces dans leur action, ils se retrouvent néanmoins en difficulté, et parfois s'épuisent. Voyage auprès de ces nouveaux citoyens engagés.

de professions intermédiaires et de professions intellectuelles supérieures (enseignants et chercheurs, travailleurs sociaux ou médicaux, étudiants, journalistes, artistes). Ces personnes engagées sont souvent peu au fait des politiques publiques et institutionnelles à l'égard des étrangers et des pratiques associatives en termes d'accueil et d'accompagnement. Très disponibles pour la plupart, elles vivent un engagement « Post-it » tel que défini par Jacques Ion, c'est-à-dire « un engagement approfondi pouvant impliquer une forte mobilisation, requérir un investissement personnel important, mais révisable à tout moment [5] ». L'aide matérielle est souvent la porte d'entrée de ces engagés. Au départ, très peu d'entre eux se perçoivent et se définissent comme militants. C'est l'une des principales caractéristiques de ces aidants. Ces nouvelles mobilisations, à l'image de celles liées aux mouvements Nuit Debout et des Gilets jaunes, sont plus horizontales, moins structurées

et hiérarchisées que d'autres mouvements collectifs ; elles n'ont pas nécessairement de porte-parole, de charte, de cadre définissant les interventions et les engagements.

**S. A. : Comment ces initiatives sont-elles perçues par les personnes migrantes ?**

É. M.-D. : Ces initiatives sont perçues de manière confuse et imprécise. Les personnes migrantes ne savent pas toujours qui fait quoi, à quel titre, au nom de quelle structure, institution ou association. Elles ont parfois aussi du mal à comprendre la gratuité de ces actions, tant cela peut leur paraître surprenant en comparaison avec l'exploitation dont elles ont été parfois l'objet. Après plusieurs semaines, mois ou années de route, chargés de violence, d'exploitations et de traumatismes, croiser le chemin de soutiens est salvateur, mais aussi complexe à saisir. En outre, peu s'attendent à faire face à de telles complexités administratives et à une vie sur les trottoirs. Un jeune avait ces mots très forts à l'égard des coordinatrices et des hébergeuses qui avaient organisé sa mise à l'abri : « elles m'ont redonné l'espoir » et « elles lavent l'honneur de la France ».

**S. A. : Quelles sont les grandes forces et faiblesses de cette mobilisation citoyenne spontanée ?**

É. M.-D. : Concernant l'hospitalité privée, pour les personnes hébergées, ces dispositifs et ces pratiques sont, outre des moments de répit et de repos du corps et de l'esprit, de réels tremplins vers l'insertion scolaire ou professionnelle ainsi que l'inclusion sociale, comme cela a déjà été analysé par des travaux scientifiques antérieurs [6]. Lorsqu'un lien s'établit au-delà de la simple relation d'hospitalité, les hébergeurs soutiennent, accompagnent et orientent les personnes en les aidant à trouver un stage, un emploi, un logement, en leur offrant des vacances, en les invitant à dîner ou à passer les fêtes. Il ne faut pas toutefois tomber dans l'angélisme : la cohabitation peut être éprouvante pour les hôtes, accueillants ou accueillis, et les déménagements incessants d'hébergeurs en hébergeurs sont épuisants



© Thomas Bohl

pour les exilés qui ont la sensation de n'être nulle part chez eux. En outre, si ces pratiques favorisent les parcours individuels des exilés, elles rendent invisibles la cause des migrants, les situations de non-prise en charge par l'État et la non-application du droit à l'hébergement.

**S. A. : Quels constats marquants ressortent des entretiens menés avec ces citoyens engagés ?**

É. M.-D. : Concernant les pratiques d'hospitalité privée à l'égard des jeunes, j'ai été frappée par le niveau d'épuisement et de souffrance des engagés, et ce pour deux raisons principales : premièrement, la cohabitation, en mobilisant l'espace intime et personnel, est envahissante et déstabilisante. Les hébergeurs agissent, à l'inverse d'autres engagés, non parce qu'ils ont du temps, mais parce qu'ils ont de l'espace. Deuxièmement, les hébergeurs sont majoritairement des primo-engagés. Pour ces derniers, accueillir l'exilé à son domicile est perçu (et présenté par les programmes et les structures) comme une action facile, légère et non contraignante, un peu sous la forme « quand je peux, comme je veux ». Pourtant, dans l'engagement et dans la cohabitation, l'hébergement est un acte compliqué, éprouvant, qui

transforme les personnes et les bouleverse. Non seulement ces hébergeurs bénévoles ont besoin – et ils ont soif – d'être accompagnés, encadrés et formés, mais surtout ils ont besoin de verbaliser et de raconter leurs expériences. Après un certain temps et avec l'éloignement des campements des centres urbains, beaucoup de soutiens se retirent et cessent leurs activités. D'autres pérennisent leurs engagements en adhérant à des actions aux accents plus politiques : manifestations, distributions de tracts, actions dénonçant l'absence de politique commune d'asile au niveau européen... Ils vivent un certain écœurement vis-à-vis des institutions et des structures officielles, qui a pour conséquence une remise en cause de la politique. Pour autant, ils se sentent de nouveau acteurs politiques du vivre-ensemble par leur engagement au niveau local.

**S. A. : Comment ces engagements citoyens trouvent-ils leur place parmi les structures sanitaires et sociales déjà existantes ?**

É. M.-D. : L'articulation entre ces engagements citoyens et les dispositifs plus traditionnels d'accompagnement n'est ni évidente ni spontanée. Lorsqu'elle fonctionne, elle repose plus sur une volonté



© Thomas Böh

interindividuelle des acteurs que sur de vraies volontés partagées des structures, et ce malgré la complémentarité des pratiques. Nombre des aidants qui se sont mobilisés au cours des dernières années ont eu la sensation d'être seuls face aux réalités des campements et de l'errance des exilés. L'absence des associations et des institutions est une raison largement invoquée pour expliquer « l'obligation d'agir » qu'ont ressentie ces nouveaux acteurs. Plus généralement, ce qui est frappant est que ces aides se renouvellent et se transforment. Elles ont toujours fait preuve d'une très forte capacité de réactivité, d'inventivité et d'innovation. Certains collectifs, constitués de non-professionnels et de personnes non formées, ont été capables en quelques jours d'organiser la distribution de repas pour des centaines de personnes, voire des milliers. Dans certains territoires, des collaborations inter-associations mêlant associations mandatées ou non par l'État et collectifs ont vu le jour au regard de certaines réalités locales : protection des mineurs<sup>2</sup>, distributions alimentaires. Pour l'avenir, la pérennisation de ces engagements demeure

inconnue. L'immense majorité de ces soutiens et de ces acteurs pensaient se mobiliser pour une période courte et urgente puisque le vocable utilisé pour caractériser la situation était le mot « crise ». Les dernières actualités et l'évacuation de plus de 2 000 personnes aux portes de Paris le 17 novembre 2020 montrent qu'il ne s'agit pas d'une situation temporaire, mais qui s'est installée dans la durée. ■

**Propos recueillis par Emmanuelle Hamel, responsable unité personnes âgées et populations vulnérables, Direction de la prévention et promotion de la santé, Santé publique France, et Yves Géry, rédacteur en chef.**

1. Enquête socio-ethnographique réalisée entre 2015 et 2018 en Île-de-France et entretiens semi-directifs auprès de 40 hébergeurs et de 20 hébergés mineurs, ainsi qu'une trentaine d'entretiens approfondis avec des acteurs de la prise en charge des mineurs. En outre, un questionnaire anonyme de 45 questions a circulé auprès d'hébergeurs affiliés à une association ; 121 réponses reçues.

2. Évangéline Masson-Diez mène actuellement des recherches sur les dynamiques de soutien et d'engagements auprès des exilés et plus particulièrement les dynamiques d'hébergement solidaire et privé de jeunes isolés exilés non reconnus mineurs par les institutions.

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

[1] Akoka K., Carlier M., de Coussemaker S. Ce n'est pas une crise des migrants, mais une crise des politiques d'hospitalité. *Revue Projet*, 2017, n° 360, vol 5 : p. 77-83. En ligne : <https://www.cairn.info/revue-projet-2017-5-page-77.htm>

[2] Coutant I. *Les Migrants en bas de chez soi*. Paris : Éditions du Seuil, 2018.

[3] Masson-Diez É. *Éprouver l'hospitalité privée : l'accueil chez soi du jeune exilé isolé*. [Thèse] sous la direction de Smaïn Laacher, soutenue en décembre 2020.

[4] Jasper J. M. The emotions of protest: Affective and reactive emotions in and around social movements. *Sociological Forum*, 1998, vol. 13, n° 3 : p. 397-424. En ligne : <https://link.springer.com/article/10.1023/A:1022175308081>

[5] Ion J. *S'engager dans une société d'individus*. Paris : Armand Colin, coll. Individu et société, 2012 : p. 58.

[6] Gerbier Aublanc M., Masson-Diez É. Être accueilli chez l'habitant : de l'hébergement-épreuve à la cohabitation-tremplin pour les migrants. *Rhizome*, 2019, n° 71 : p. 51-60. En ligne : <https://www.cairn.info/revue-rhizome-2019-1-page-51.htm>